

Nouvelle réunion de négociations pour la rédaction

Ça vous va, quatorze postes ?

Ce mardi de la Saint-Valentin se tenait une journée de négociation cruciale pour la rédaction. Alors que viennent de s'achever les ateliers locale et pôle d'édition, on abordait à nouveau l'organisation et, enfin, la question des effectifs de façon précise.

Proposition royale de Michel Nozière : 5 postes de reporters en plus (Maubeuge-Avesnes, Villeneuve-Seclin, Béthune-Bruay, Arras-Saint-Pol et Valenciennes), 2 postes d'assistantes de pôle en plus (Littoral, Hainaut). Rappelons que ce ne sont pas moins de 55 postes de journalistes que la direction prévoit de supprimer dans le cadre du plan social.

Nous avons calculé, édition par édition, les besoins en reporters de terrain, afin de pouvoir assumer pleinement les ambitions éditoriales voulues par la rédaction en chef. Nous aboutissons à un besoin réel de 42 postes de reporters à rétablir. Evidemment, avec 5 postes généreusement accordés, le compte n'y est pas.

Face à nos demandes, Michel Nozière a fait une deuxième proposition : 1 poste de reporter préservé dans chaque rédaction locale, soit 14. Ainsi que 1 assistante dans chacun des quatre pôles d'édition. Concernant les bureaux détachés (les fameux pied-à-terre), il a suggéré d'en ouvrir un seul par zone d'édition, pour arriver à 40 implantations fin 2018, et de faire le point à l'issue de l'année pour d'éventuelles ouvertures supplémentaires. Le « *dernier mot* » pour Michel Nozière. D'évidence, pas pour nous. Il continue de manquer des reporters dans de nombreuses éditions. Il faudra en reparler à la négociation du 27 février.

Ainsi que de multiples points d'organisation qui ne sont pas tranchés : un nombre d'éditeurs trop juste dans les pôles Métropole et Artois, une relocalisation plus centrale du pôle d'édition Littoral (la piste de Calais à la place de Dunkerque semble privilégiée, notre proposition d'une double implantation ayant été refusée), la compensation des pertes éventuelles de revenus (primes en moins notamment), le statut des éditeurs, etc.

Autre pomme de discorde subsiste, outre les effectifs : la direction maintient coûte que coûte sa volonté de voir le reporter de terrain traiter et mettre en ligne la copie des correspondants.

« *Il y a une architecture à laquelle on ne touche pas* », celle de l'organisation, a prévenu Jean-Michel Bretonnier en parlant de son « plan ». Nous, nous rappelons qu'il doit être amélioré et que le vrai plan est social.